

# Nouvel espoir pour les réfugiées palestiniennes au Liban



Hana Jaraman, lauréate d'une bourse d'études. (Photo gracieuseté de S. Faramarzi)

2003-01-24

*par Scheherezade Faramarzi*

« J'ai toujours rêvé d'étudier, de terminer l'école et d'entrer à l'université. »

Voilà ce que confie Nesreen Abou Ardineh, Palestinienne qui vit au Liban où elle suit la deuxième année d'un cours de cinq ans en ingénierie. Elle espère se spécialiser en informatique, domaine qui, de l'avis de plusieurs, est réservé aux hommes. « Tout le monde me dit que le génie est un domaine trop difficile pour une fille », déclare-t-elle. « Même mon professeur d'anglais est convaincu que les filles ne sont pas aptes à entreprendre ce genre d'études. »

« Je n'ai pas voulu me marier, rester à la maison et mener une vie routinière », poursuit-elle. Abou Ardineh est la plus jeune d'une famille de six enfants. Son père, plombier âgé de 55 ans, est sans travail depuis cinq ans. Son frère Issam, âgé de 30 ans, est le seul soutien de famille. Son travail d'électricien lui procure un revenu mensuel de 783 \$CA.

« Au début, ma famille a été étonnée d'apprendre que je voulais poursuivre mes études parce que j'étais la première fille à le faire. Personne chez nous n'est allé à l'université. Tous croient que lorsqu'elle atteint un certain âge, une fille doit se marier. Je veux leur prouver qu'il y a autre chose que le mariage dans la vie. »

« Je pourrai toujours me marier lorsque j'aurai mon diplôme d'ingénieure. Le mariage peut attendre, mais je ne peux pas laisser passer cette occasion. C'est une chance qui ne se reproduira plus. »

## **Des bourses d'études destinées aux femmes**

Cette chance dont parle Abou Ardineh est une bourse d'études qui lui a été accordée par le [Fonds de bourses d'études pour les réfugiées palestiniennes au Liban](#). Ce projet reçoit l'appui de l'État du Qatar, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, du Fonds de développement international

de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ainsi que des gouvernements de l'Espagne, des États-Unis et de la France. Le fonds est destiné aux réfugiées palestiniennes qui désirent fréquenter une université libanaise agréée.

Les étudiantes sont choisies par un comité consultatif présidé par le directeur du programme d'instruction sur place de l'[Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient \(UNRWA\)](#). Ce comité est formé de trois représentants de l'UNRWA et de quatre représentants palestiniens d'organisations non gouvernementales (ONG). Un Conseil des gouverneurs regroupant des représentants des pays donateurs évalue l'état d'avancement du projet. Le CRDI est chargé de la coordination et de la gestion. Le comité consultatif présente aussi au CRDI ses recommandations pour le choix des candidates avant la sélection définitive.

« Pour être admissible, les candidates doivent avoir une note de passage d'au moins 60 à l'examen du baccalauréat, venir d'une famille pauvre, être résidentes du Liban et acceptées par une université agréée au Liban », explique Jihad Marouf de l'UNRWA, qui reçoit toutes les demandes d'admissibilité au fonds.

### **Une forte demande**

De fait, durant tout le mois de septembre, pendant lequel se fait le recrutement des candidates à la bourse d'études, le bureau de Marouf ne désemplit pas d'adolescentes accompagnées de leur mère. Son téléphone sonne constamment, les demandes s'accumulent sur son bureau et il doit faire face aux innombrables requêtes que des jeunes filles en pleurs lui adressent. Il reçoit près de 25 demandes par jour, mais, dit-il, seules de 40 à 50 candidates sont présélectionnées. Au total, de 25 à 35 étudiantes sont retenues chaque année. [Voir encadré relié : [De la demande à l'acceptation](#)]

« Le fonds ne suffit pas à la demande », explique Sukaina Salameh, membre du comité. « Nous choisissons donc les moins nanties parmi ces étudiantes déjà démunies. »

Mais comment déterminer qui sont les plus démunies ?

« Elles doivent au moins démontrer que leur situation répond aux critères de nécessité économique et que les revenus familiaux sont insuffisants », indique Afaf Younis, directrice du programme d'instruction sur place de l'UNRWA. « Si le chef de famille gagne un million de livres libanaises par mois [1 070 \$CA] et a six enfants, la famille est considérée comme étant pauvre. Nous évaluons la situation familiale, les conditions de logement (location ou propriété), le nombre de personnes dans la famille, qui travaille et qui est sans emploi. »

### **Les réfugiés palestiniens au Liban**

Le Programme d'aide aux cas particulièrement nécessiteux mis sur pied par l'UNRWA au Liban sert de baromètre aux conditions socio-économiques dans lesquelles vivent les réfugiés palestiniens. En 2000, l'UNRWA a classé 10,7 % des 300 000 réfugiés palestiniens inscrits au Liban dans la catégorie des « cas particulièrement nécessiteux », c'est-à-dire les personnes incapables de subvenir à leurs besoins fondamentaux, comme la nourriture et le logement. Ce pourcentage est le plus élevé jamais enregistré par l'UNRWA dans ses opérations sur le terrain.

Outre les 300 000 réfugiés inscrits, 42 000 Palestiniens non inscrits vivent au Liban. Pour environ 22 000 d'entre eux, l'exil remonte à la guerre de 1967; ils ne répondent donc pas à la définition de réfugiés selon l'UNRWA. À cela s'ajoutent 20 000 personnes que l'on considère comme étant d'origine libanaise mais qui se réclament de la citoyenneté palestinienne.

Le taux de chômage parmi les Palestiniens réfugiés au Liban atteint les 40 % et un grand nombre d'entre eux vivent dans la pauvreté. Par conséquent, leur niveau d'instruction a baissé considérablement. Les chefs de famille ne peuvent songer à l'université pour leurs enfants. Aussi n'est-il pas étonnant que ce projet de fonds de bourses d'études ait été accueilli avec autant d'enthousiasme par la communauté palestinienne du Liban.

« Pour les Palestiniens, les études supérieures sont une nécessité. Autrement, que nous reste-t-il ? », fait valoir Qassem Aina, membre du comité. « L'éducation, c'est notre ressource. »

### **Une source d'espoir**

Pour le comité, une étudiante en particulier est la preuve vivante de la réussite du projet : Hana Jaraman qui, à 27 ans, est en troisième année de mathématiques à l'Université arabe de Beyrouth (UAB). Hana est si heureuse et reconnaissante d'avoir obtenu une bourse qui lui permet de poursuivre les études dont elle rêvait qu'elle ne peut parler de son expérience que le sourire aux lèvres. Hana a laissé l'école pour se marier à l'âge de 17 ans. Elle a divorcé six ans plus tard. Dès qu'elle a entendu parler du fonds de bourses d'études, elle a fait parvenir sa demande. Sa candidature a été acceptée.

« Je ne voulais pas y croire », dit-elle en riant. « Après mon divorce, tout me semblait morne. Je n'avais pas de diplôme; je rêvais seulement de finir mon secondaire. L'université était un rêve encore plus lointain. Mes parents ne pouvaient m'aider financièrement. J'ai un frère [...] Ma famille ne pouvait payer que les études de mon frère. »

« Ici, on s'attend davantage à ce que soit les hommes qui fassent des études — ce sont eux qui sont soutiens de famille, on leur accorde donc la priorité. » Le fonds aura permis à Hana de réaliser son rêve le plus cher, dit-elle. « C'était comme si une marraine-fée m'était apparue et m'avait demandé de faire un vœu, qui s'est exaucé. »

« Ce fonds est arrivé à point nommé. Sans cette bourse, je n'aurais jamais pu aller à l'université », affirme Nadine Diab, étudiante de 20 ans en troisième année de physique à l'UAB. « Je n'aurais même pas pu payer les droits de l'examen d'admission. »

Le fonds a versé à Diab une bourse équivalant à 6 427 \$CA par année, mais elle a eu des résultats si spectaculaires que l'université lui a accordé elle-même une bourse d'études. Les sommes qui devaient lui être versées par le fonds ont été remises à une autre étudiante.

### **Une sélection sans *wasta***

Plus d'un membre du comité s'est réjoui de ce que le fonds n'ait pas cédé aux pressions, ou *wasta* — en arabe, le mot « *wasta* » signifie à la fois influence et relation — qui auraient pu influencer le choix des candidates. C'est une des raisons pour lesquelles les membres du comité ont préféré ne pas faire connaître publiquement leur nom; ils ne veulent pas avoir à subir les pressions des familles dont les filles se sont portées candidates. « Ici, la culture est largement tributaire du *wasta* », explique Samar Yassir, membre du comité.

Ce sont des pressions que Marouf ne connaît que trop bien.

Dès que Rasha El-Achouah, étudiante de 17 ans, du camp de réfugiés palestiniens Bourj el-Barajneh entre dans son bureau, en compagnie de sa mère, cette dernière lui demande s'il se rappelle l'époque où ils ont travaillé ensemble. Marouf s'excuse de ne pas se souvenir d'elle et continue de prendre des notes sur un formulaire de demande. Le garçon de bureau lui dit sans ambages que cette fille est sa nièce et lui demande de bien vouloir intercéder en sa faveur.

Le problème c'est qu'El-Achouah n'a obtenu que 57 % à son BACC II : il lui manque trois points pour être admissible. Elle a toutefois été acceptée en ingénierie à l'UAB.

« Les études techniques sont très coûteuses », fait valoir la mère auprès de Marouf. « Vous ne voudriez pas qu'elle ait à changer d'orientation pour une question d'argent ? »

« Je sais que vous pouvez nous aider », ajoute-t-elle avec assurance.

Marouf hoche la tête et continue à écrire. Puis, se tournant vers moi, il dit : « Ce fonds ne résout pas les problèmes de tout le monde. Il ne peut résoudre qu'une partie du problème. »

### **La réaction des garçons**

Le seul reproche que l'on fasse au fonds c'est que les garçons n'y ont pas droit.

Selon Diab et d'autres étudiantes, après que l'UNRWA eut annoncé le fonds de bourses d'études dans les camps de réfugiés deux ans auparavant, plusieurs garçons, irrités d'en être exclus, se sont montrés méprisants à l'égard des filles.

« Malgré tous vos beaux diplômes, vous finirez quand même devant l'évier de cuisine » : voilà le genre de remarques que se sont attirées les jeunes femmes qui ont reçu une bourse.

Elles n'en sont pas moins reconnaissantes.

« Ces bourses d'études ont renforcé la capacité des filles de s'exprimer et de se faire valoir », soutient Abou Aridineh.

« Mon mode de vie a changé du tout au tout », déclare Diab. « Je ne suis plus confinée à la collectivité. »

*Scheherezade Faramarzi est rédactrice pigiste à Beyrouth au Liban.*

---

## **Renseignements :**

**Roula El-Rifai**, Administratrice de programmes principale, Section du Moyen-Orient, Direction générale des programmes et des partenariats, CRDI, CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163, poste 2330; téléc. : (613) 563-0815; courriel : [relrifai@idrc.ca](mailto:relrifai@idrc.ca)

---

# Encadré

## De la demande à l'acceptation

Lorsque Nesreen Bedaywi, étudiante de 18 ans, a déposé sa demande au fonds de bourses d'études, elle a dû, pour se rendre à Beyrouth, faire le trajet en autocar, accompagnée de sa mère, depuis le camp de réfugiés palestiniens situé dans la ville portuaire de Sour, au sud de la capitale. Même si elle avait atteint la note de passage requise pour être admissible, Bedaywi était inquiète. « J'ai eu 62, mais je crains que vous ne choisissiez celles qui ont eu de meilleures notes », a-t-elle confié, les larmes aux yeux, à Jihad Marouf.

Pour Bedaywi, avoir un bon niveau d'instruction représente l'espoir de tirer sa famille de la pauvreté. Son père, paralysé du bras droit, gagne environ 300 000 livres libanaises par mois (300 \$CA) à réparer des postes de radio et des téléviseurs. Bedaywi, l'aînée de cinq enfants, veut étudier en biologie et subvenir aux besoins de la famille lorsqu'elle deviendra enseignante.

De fait, elle a été sélectionnée et a eu droit à une bourse.

« Mon père m'a téléphoné pour me dire que j'étais acceptée. Je lui ai demandé cinq fois de me confirmer que c'était certain. Il m'a répondu : " oui, félicitations ". Je n'arrive pas encore à le croire. »

« Le lendemain, je me suis rendue aux bureaux de l'UNRWA et je n'y ai cru que lorsque j'ai vu mon nom sur la liste des lauréates. »

« Je me suis précipitée chez mes amies pour leur apprendre la nouvelle. Jamais, de toute ma vie, je n'avais été aussi heureuse. »

Bedaywi étudie présentement en sciences à l'Université arabe de Beyrouth.